Review University Without Border for the Open Society (RUFSO)
ISSN: 2313-285X Volume: 26, Issue: 06, July 2021
Content available at http:www.rufso.org/publications

MEPRISE ET MECONNAISSANCE DU SECTEUR DE LA MICRO-ENTREPRISE, FREINS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A BUKAVU

Par
Dr Jean DIASIVI L. MFULAMA
Distant Production House University
E-mail : cabinetdias.cd@gmail.com

INTRODUCTION

La pauvreté est une situation séculaire qui se retrouve dans tous les pays du monde. Même dans les pays dits « riches », les pauvres s'y retrouvent et alors dans une situation misérable. Dans ces lignes, nous n'allons pas parler de tout type de pauvreté, mais seulement de la pauvreté matérielle qui découle de la pauvreté économique. Des organisations qui s'approprient la gestion de la pauvreté qui sévit en RDC, (PNUD, FAO, CORDAID), donnent des définitions sur ce phénomène, proposent des solutions de lutte et financent des structures pour appuyer cette lutte.

La République Démocratique du Congo est en train de traverser une crise politique qui ne demeure pas sans conséquences sur son économie, son développement et sur la situation sociale de sa population. Le pays a souscrit de réduire la pauvreté de sa population, déjà depuis 2015. C'est dans ce cadre qu'il a mis sur pied un plan stratégique contenu dans le DSCRP (Document de Stratégie et de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté, Juillet 2006).[1]

L'analyse des données basées sur le seuil de la pauvreté des populations congolaises se situe entre 73% et 90% ; l'Indice du Développement Humain (IDH) du pays

[1] « *La RDC est classée 48ème sur les 54 pays africains se retrouvant dans l'indice 2017 de gouvernance en Afrique publié ce lundi 20 novembre par la fondation Mo Ibrahim.*
Cet indice révèle que la RDC a atteint un score de 35 points sur 100 en Gouvernance globale, une performance inférieure à la moyenne africaine de gouvernance qui est de 50,8 points sur 100. D'après ce classement, le score de la RDC en matière de gouvernance en Afrique est également inférieur à la moyenne régionale pour l'Afrique centrale qui est de 42,6 points sur 100.
Dans les détails cependant, la RDC a réalisé son meilleur score dans la catégorie « Développement Humain » avec 47,6 points sur 100 et son score le plus faible dans la catégorie « Sécurité et État de droit », avec 28,2 points sur 100.
L'indice 2017 Mo Ibrahim révèle également que la RDC a fait des efforts dans le domaine de la santé en réalisant son meilleur score dans cette sous-catégorie avec pour 65,5 points. Quant aux infrastructures, le pays n'a pas tiré son épingle du jeu en réalisant le plus faible score en Infrastructures, soit 15,4 points sur 100. » www.radiookapi.org.Indice de gouvernance en Afrique : la RDC classée 48ème sur 54 pays africains Publié le lundi, 20/11/2017 - 14:10 | Modifié le lundi, 20/11/2017 - 14:12

est de 0,286 et l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) est de 0,393. Certaines zones du pays restent confrontées à des conflits armés, principalement à l'Est du pays. (PNUD, 2008)

Plus de 71% des congolais vivent avec moins d'Un Dollar américain (-1$US) par jour malgré les potentialités humaines, du sol et du sous-sol que regorge le pays.

Des études ont été menée pour aider les pauvres à quitter la pauvreté. Faudra-t-il que l'on trouve des solutions pour ces derniers. Comme les pauvres ne sont pas éligibles dans le système bancaire moderne, et comme les pauvres ne peuvent pas créer des entreprises ou des unités de production, faute de moyens à investir ; dans ce cadre qu'il a été créé des systèmes économiques tels que des AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit), des coopératives (dites fille du pauvre) pour être propriétaires des fonds et avoir des micro-affaires.

Tous les pauvres ne peuvent toutefois pas accéder aux services et aux offres pour leur développement. En effet, à Bukavu, des structures assez grandes, des banques commerciales, plusieurs départements étatiques méprisent les pauvres, ignorent qu'il n'est pas possible de leur rendre des services pour les faire sortir de leur état de pauvreté. Ainsi, ont-ils développé un sentiment de désapprobation, de méfiance et de méconnaissance de la micro-entreprise. En conséquence, le pauvre continue à demeurer pauvre parce que la perche qui doit leur être tendue est sujette à plusieurs doutes, plusieurs questionnements, plusieurs conditions, plusieurs freins et plusieurs méfiances.

Ceux qui prônent la montée de la classe moyenne et/ou l'élimination de la classe des pauvres ont du mal à trouver des moyens et des astuces nécessaires à cet idéal. Non seulement parce que la quasi-totalité des pauvres ne croit pas en leur développement mais aussi parce que les « non pauvres » ne les aident pas sincèrement, avec conviction ou leur offrent peu de moyens.

J'ai travaillé durant longtemps dans des structures telles que les Coopératives d'épargne et de crédit, dans des programmes de lutte contre la pauvreté. Mon constat est que les personnes de peu de moyens financiers et matériels sont soumises à des conditions de crédits très difficiles pour elles. Pour bien sûr la simple raison que l'entité de la microfinance doit se protéger contre les pertes éventuelles des fonds prêtés aux pauvres.

Les questionnements sont celles de savoir : pourquoi se méfie-t-on des pauvres ? Sont-ils dans les conditions à vouloir demeurer pauvres ? Quelles solutions pour amener les pauvres à accéder dans une classe moyenne de la société ; mieux à devenir « non

pauvres ». Les Institutions de micro-finance et la création des micro-entreprises, sont-elles une perche efficace de lutte contre la pauvreté ?

Cogiter sur ce phénomène vise à démontrer que la méfiance vis-à-vis des pauvres brise la voie vers la migration des pauvres vers la classe moyenne d'une part, et de l'autre, à prouver que les micro-entreprises et les Institutions de micro-finance œuvrant sous l'encadrement du pouvoir public seraient une solution pour amener les pauvres à devenir des « non pauvres ». De même, nous visons à briser cette méfiance qu'ont les institutions et les personnes nanties vis-à-vis des pauvres afin qu'elles tendent la perche aux pauvres.

En 2011, les participants aux assises de l'Organisation des Nations Unies, institution qui "essaie" de donner des directives pour résoudre, tant soi peu, les problèmes qui se posent au monde, avaient pris conscience de l'état de pauvreté dans lequel se trouvent au moins les ¼ (un quart) de personnes vivant sur cette terre. Ainsi, la journée du 17 octobre de chaque année, par la résolution 47/196, fut décrétée « journée internationale pour l'élimination de la pauvreté ».

Ban Ki-Moon, ancien Secrétaire Général de l'ONU avait déclaré en 2011 : «… *ensemble, soyons à l'écoute des gens, et battons-nous pour leurs espoirs et leurs aspirations. C'est ainsi que nous parviendrons à bâtir un monde libéré de la pauvreté* » (Rapport de l'ONU, 2010)

La pauvreté étant l'une de nos préoccupations majeures, des nombreuses questions vont être soulevées sur, non seulement le concept en soi mais aussi sur son état même.

Nous partirons du questionnement le plus basique, disons, fondamental de la définition de la pauvreté vers le comportement de survie de la population du Quartier Latin de Bukavu qui crée des micro-entreprises pour saisir le sens et l'essence de la lutte contre la pauvreté.

Un bon nombre d'auteurs se seraient intéressés à cet aspect humain. Mais nous nous sommes une fois de plus beaucoup plus intéressé à comprendre si la création des micro-entreprises par une population pauvre sans l'intervention de l'État congolais est une des solutions qu'il faut privilégier dans la création des richesses d'un pays.

Partant de notre question clé sur la pauvreté calquée sur la réalité du Quartier Latin de Bukavu et du lien avec la micro-entreprise, notre fil conducteur est l'assertion ci-après : les micro-entreprises ainsi que les IMF seraient avec l'encadrement du pouvoir public, le moteur sacro-saint de lutte contre la pauvreté.

Pour la collecte des données ainsi que des informations relatives à votre recherche de terrain pour étoffer notre article, nous avons fait recours aux trois techniques ci-dessous :

- L'analyse documentaire. Nous avons lu des ouvrages généraux et spécialisés, des documents d'archives et des cours publiés ; consulté des sites Web pour lire des publications en rapport avec la pauvreté et autres sur des thèmes transversaux. Nous nous sommes servi des réponses aux questionnaires contenue dans notre thèse sur la « Théorie de la perche… »
- L'interview structurée : sur terrain, nous avons causé, avec les habitants du Quartier Latin de Bukavu autour de leurs situations socio-économiques et même financière sur des points divers qui concernent la pauvreté, la gestion des structures informelles qu'ils ont créées pour leur survie et sur le rôle du gouvernement dans le bonheur du peuple. Le quartier compte 1083 ménages dont 780 sont pauvres, soit 72%. Nous avons interviewé 196 des 780 chefs de ménages, soit 25% de la population. De même, nous avons extrait 100% des ménages ayant une micro-entreprise repris dans notre échantillon, soit 102 cas découverts. Ainsi avons-nous causé avec 36 micro-affairistes.

Ces techniques ont été mises au service des méthodes, démarches que nous avons utilisées pour atteindre nos objectifs. Il s'agit de :

- la méthode analytico-descriptive grâce à laquelle nous avons analysé les faits socio-économiques pour les comprendre afin de mieux les décrire et les expliquer.
- La méthode systémique : Pour mieux appréhender, le mode de fonctionnement de l'État congolais par rapport à la variable « Pauvreté », nous avons analysé le système en place.

Comme le lecteur l'a déjà découvert, nous avons travaillé sur la réalité de la ville de Bukavu, précisément celle vécue par les habitants du Quartier Latin. Ce quartier est situé à l'Est de la ville de Bukavu, à proximité de la frontière Congolo-Rwandaise.

Il sied de définir brièvement la pauvreté pour mieux identifier le pauvre. Il est aussi important de définir sommairement ce qu'est la micro-entreprise pour mieux cerner notre pensée.

« *La pauvreté, selon l'usage le plus courant est la caractéristique de la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte. Insuffisance de ressources matérielles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable ; des vêtements, de logement, ou les conditions de vie en*

général. Mais également insuffisance de ressources intangibles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens ou encore le développement personnel. » (www.diplomatiegouv.fr/IMG)

Quant à Kableer NAIDA, « *la pauvreté se manifeste par un dénuement matériel, ….. En plus de subir un dénuement matériel, les pauvres sont aussi donc dépourvus de pouvoir* »

Pour la Banque Mondiale, *la pauvreté est d'une dimension multiple. Elle a citée, la santé, l'éducation, la vulnérabilité, le manque de pouvoir et le manque de parole, éléments qui sont particulièrement nécessaires pour appréhender la pauvreté dans toute sa complexité.*[2] (Jb DIASIVI L. MFUMAMA, Thèse 2014)

Quant à la micro-entreprise ;

Pour SETHURMAN, cité par le Professeur B. AMAMOU, « *la micro-entreprise est toute unité à faible capital investi, employant au maximum dix personnes, généralement peu qualifiées, partiellement ou totalement hors des règles administratives ou légales, utilisant le travail familial rémunéré et ayant des horaires de travail flexibles* » (SETHURMAN).

En référence à nos recherches lors de la rédaction de notre thèse, le critérium de définition de la micro-entreprise est constitué entre autres des éléments suivants :

- *une propriété privée et familiale ;*
- *l'artisanat prédominant pour la production au lieu et place d'un mode de production à haute technologie (sophistiquée) ;*
- *une production à petite échelle sur base des ressources trouvées sur place ;*
- *un effectif du personnel très réduit, souvent inférieur ou égale à dix personnes, ou limité au seul initiateur qui est propriétaire-employé ;*
- *une absence quasi-totale des textes légaux et statutaire;*
- *un personnel sans qualification prouvée par une scolarisation classique ;*
- *une organisation interne dépendant de l'initiateur (horaire de travail flexible, salaire en fonction de la production, procédure de fabrication peu ou pas définie…,) ;*
- *un montage simple n'exigeant pas des gros capitaux ou d'études détaillées ;*
- *un financement personnel de l'initiative ou sa famille dans la plupart des cas ;*
- *évoluant dans des marchés informels ; (souvent à proximité de la maison d'habitation, dans le quartier, le village…) ;*

- *un développement (croissance) sujet à caution.* (Jb DIASIVI L. MFULAMA, 20014)

POPULATION DU QUARTIER LATIN

Les renseignements pris du Chef de Quartier Latin font état de 5020 habitants. Sur cette base, nous avons établi l'échantillon qui a fait l'objet des sujets l'interviewés.

Tableau 01. Population du Quartier Latin de Bukavu

CATEGORIES	NATIONAUX	ETRANGERS	TOTAL
HOMMES	612	18	630
FEMMES	734	12	746
GARCONS	1413	13	1426
FILLES	2189	29	2218
TOTAL	**4948**	**72**	**5020**

Source : Dressé par nous selon les récentes données fournies par le Chef du Quartier, 2021.

La population du Quartier Latin a évolué, comparaison faite de nos données de 2014 et actualisées en 2021. Certes, ces statistiques sont issues des témoignages du chef de quartier car aucun recensement de la population n'est fait depuis des temps immémoriaux.

Sur les 5020 habitants de ce quartier, il ressort qu'il y a :

Hommes :12.55%

Femmes :14.86%

Enfants :72.59%

Bref, la population masculine est de l'ordre de 41% contre 59% des femmes et filles

ECHANTILLON DE LA POPULATION

Sur base de cette répartition de la population, nous avons tiré l'échantillon tel que reparti ci-dessous :

Tableau 02. Échantillon de l'étude

Population échantillonnée

MENAGE	SEXE		TOTAL
	H	F	
Mariés/Chefs de familles	125	71	196
[redacted]			
Travailleurs	18	9	27
Chômeurs	87	51	138
Étudiants	20	11	31

TOTAL	**125**	**71**	**196**

Source : Donnée de nos enquêtes sur base de la population totale renseignée par le chef de quartier.

Notre interview a été réalisé avec 196 personnes. Nous avons tenu compte de 2 caractéristiques essentielles pour ces personnes, dont :

- le sexe : 63,78% hommes et 36,22 % femmes dans l'ensemble ;
- l'occupation :
  - Ceux qui travaillent sont de l'ordre de 13,78% d'habitants. A cela, il faut décompter 66,27% d'hommes et 33,33% de femmes ;
  - Les chômeurs renferment 70,41% de la population, les deux sexes confondus.
  - Les étudiants, catégorie non productrice, représentent 15,82%

RESULTATS

Cette étude est vaste ; nous avons pris des éléments qui ont concernés cette réflexion. Il s'agit entre autres de :

❖ CAUSES DE LA PAUVRETE.

Les habitants du Quartier Latin reconnaissent la pauvreté qu'ils vivent. Force est de détailler les causes de cette pauvreté. Nous avons reçu 616 réponses qui reflètent ce qu'ils sont les causes de leur pauvreté.

Selon les résidents de ce quartier, les causes de la pauvreté vécue par eux sont :

Tab 03. Causes de la pauvreté des résidants du Quartier Latin.

		Fréquence	%
1	Manque de soutien de l'État	98	15,91
2	Déplacement du terroir habituel	12	1,95
3	Faillite en anciennes affaires	95	15,42
4	Handicap (physique)	9	1,46
5	La guerre	102	16,56
6	Le vol/pillage de mes biens antérieurs	7	1,14
7	Manque d'emploi rémunérateur	183	29,71
8	Niveau d'étude très bas ou sans étude du tout	29	4,71
9	Salaire très bas	16	2,60
10	Raisons diverses	65	10,55
TOTAL		**616**	100

Source : Nos enquêtes terrain. Q/Latin-Bkv juin 2021

Un regard global et analytique de ce tableau laisse entrevoir les 5 raisons majeures de la pauvreté au quartier Latin ci-après :

- le manque d'emploi rémunérateurs et le bas salaire (32,31%) ;
- les faillites qu'ils sont connues de leurs anciennes affaires dues possiblement au niveau bas d'études (20,13%) ;
- la guerre avec toutes ses conséquences sur leur économie (19,65%) ;
- le manque de soutien et d'encadrement de l'état (15,91%) ;
- diverses autres raisons : 12,01%.

« De même, la pauvreté qui est une réalité évidente et manifeste au Quartier Latin de Bukavu tire son origine des causes et facteurs suivants :

- *le manque d'impulsion de l'État congolais, conséquence d'un manque de volonté politique à un effort pour faire du congolais en général, un citoyen socialement heureux grâce au Bonheur National que le Gouvernement pourrait rechercher, de par ses prérogatives;*
- *le chômage conjoncturel ;*
- *le travail très peu rémunérateur ;*
- *l'absence des moyens initiaux de lancement, de dynamisation et de redynamisation des affaires, de la vie économico-sociale;*
- *l'ignorance des aspects gestionnaires dans le chef des responsables des ménages ;*
- *le fatalisme décourageant et paralysant entretenu par certains leaders (On est pauvre et on le demeure) ;*
- *l'entrepreneurship non soutenu et sans vision de grandeur ;*
- *la guerre (qui n'est qu'un facteur aggravant la situation préexistante) ;*
- *l'implantation des ménages dans un milieu nouveau, loin du terroir où ils vivaient mieux. » (Jb DIASIVI,2014)*

CREATION DES MICRO-ENTREPRISES DE SURVIES AU QUARTIER LATIN

Pour garantir leur survie, 102 résidants ont créé des micros entreprises. Nous en avons interviewé 36. Soit 18,37% de la population échantillonnée. Dans l'ensemble, nous avons considéré 84% des micro-affaires féminines et 16% créé par les hommes de ce quartier. Ces micro entreprises des 102 résidants sont telles que reprises dans le tableau ci-dessous :

Tabl.04 Micro-entreprises créées au Quartier Latin de Bukavu.

TYPES DE MICRO-ENTREPRISES	FREQUENCE	%
Ventes des beignets	6	5,88
Cordonnerie	2	1,96
Ventes des produits alimentaires de première nécessité	57	55,88
Coupe et coutures	4	3,92
Services traiteurs (Restaurant)	1	0,98
Buvettes	4	3,92
Reventes Unités d'appel	11	10,78
Officines pharmaceutiques	5	4,90
Vente carburants et lubrifiants	4	3,92
Transport moto	5	4,90
Vente des pains	3	2,94
TOTAL	**102**	**100**

Sources : Nos enquêtes.

SOURCES DES FONDS INVESTIS DANS LES MICRO-ENTREPRISES CREEES AU Q/LATIN

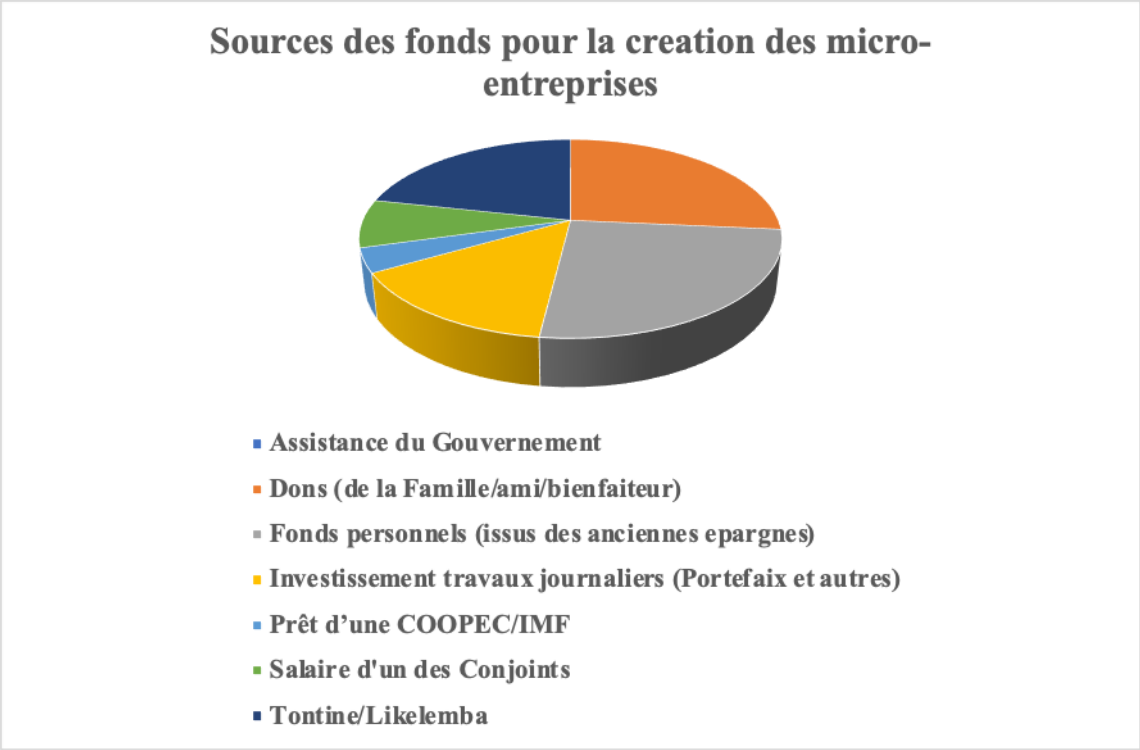
Les micro-entreprises créés au Quartier Latin de Bukavu ont plusieurs sources de financement telles que renseignées dans le tableau suivant :

Tabl.05 : Sources des fonds investis dans des micro-entreprises du Quartier Latin de Bukavu

SOURCES DES FONDS	%
Assistance du Gouvernement	0
Dons (de la Famille/ami/bienfaiteur)	26,47
Fonds personnels (issus des anciennes épargnes)	25,49
Investissement travaux journaliers (Portefaix et autres)	14,71
Prêt d'une COOPEC/IMF	3,92
Salaire d'un des Conjoints	7,84
Tontine/Likelemba	21,57
TOTAL	**100**

Source : Nos enquêtes menées au Quartier Latin de Bukavu, 2021

Graphique 1. Importance des fonds investis dans les micro-entreprises crées au Quartier Latin de Bukavu.



Source : Conçu par nous-même sur base des données de nos enquêtes.

Il va s'en dire que les fonds investis dans le lancement des micro-entreprises du Quartier Latin, en cette période couvrant l'étude sont issus de deux principales sources :

- Sources externes :25,49% [Prêts des COOPEC et des Tontines] ;
- Sources internes : 74,51% [Dons des membres des familles et fonds des familles].

Signalons qu'il n'y a aucune assistance du gouvernement alors qu'il est le garant du bien- être de ses administrés, d'une part et de l'autre de la survie des moins nantis. Pourtant, la population de ce quartier attendrait une aide gouvernementale diversifiées constituée de

Tabl.06: Type d'assistance attendue du gouvernement pour l'essor des micro-entreprises.

REPONSES	Nbre	%
Crédit financier du gouvernement (des fonds non remboursables)	4	1,05
Sécurité	189	49,48
Que l'État nous dote des machines à coudre	12	3,14
Diminution des taxes	81	21,20
Rien	96	25,13
TOTAL	382	100

Source : Données de nos enquêtes terrain au Q/Latin de Bkv, 2021

Les 192 personnes interviewées ont donné 382 réponses. En somme, 96 soit 48,98 personnes ont refusé catégoriquement l'assistance de l'État. Ces micro-entrepreneurs demandent au Gouvernement Congolais rien que la paix pour qu'ils se « débrouillent » sans inquiétude ; soit 189 réponses représentant 49,48%. Alors que 25,39% réclame des crédits non remboursables, (1,05%) ; un outil de travail dont la machine à coudre (3,14%) et que le gouvernement revoie à la baisse les taxes leur imposées (21,20%).

Les raisons avancées pour refuser l'aide gouvernementale sont les suivantes :

Tabl.07 : Raisons de refus de l'assistance du gouvernement pour l'essor des micro-entreprises.

	Nbre	**%**
Perte d'autonomie (si l'État s'ingère dans les micro-affaires)	23	23,96
Le gouvernement n'a aucun intérêt pour les petits commerçants	43	44,79
Je ne pense pas que l'État réduise les Taxes de petits commerçants	21	21,88
Le gouvernement actuel est irresponsable	9	9,38
TOTAL	96	100

Source : Données de nos enquêtes terrain au Q/Latin de Bkv, 2021

Il appert de toutes les réponses collectées que la raison essentielle est la déception des répondants. Ces derniers, dans une proportion de 44,78% ne trouvent aucun intérêt à avoir l'aide gouvernementale. 23.96% trouvent que si l'état s'ingère dans la gestion des micro-affaires, les micro-entrepreneurs se sentiront « coincées » (23,96%) surtout que le gouvernement est irresponsable selon 9,38%. Cela étant, ils ne croient pas à une quelconque réduction de la taxe par le gouvernement ; expression de 21,88%

Il se dégage un manque de confiance à l'égard de la gouvernance nationale par les pauvres.

Les 36 micro-affairistes de ce quartier ont formulé leurs vœux aux IMF/COOPEC pour donner de l'importance aux micro-entreprises. Le tableau ci-dessous est éloquent à ce sujet.

Tabl. 8 Suggestions des micro-entrepreneurs du Quartier Latin de Bukavu sur l'action des IMF/COOPEC et Banques pour valoriser les micro-entreprises

SUGGESTIONS FAITES	Nbre	%
Allouer des crédits aux micro-entrepreneurs aux conditions favorables.	30	37,50
Assurer le suivi et l'évaluation réguliers des crédits.	17	21,25
Créer un fonds spécial pour le financement des micro-entreprises.	2	2,50
Procéder au renforcement des capacités des micro-entrepreneurs avant de leur allouer des crédits.	31	38,75

Aucune suggestion.	0	0,00
TOTAL	80	100

Source : Données de nos enquêtes terrain au Q/Latin de Bkv, 2021

Les 36 micro-affairistes qui ont répondu à nos questionnements ont fourni 80 réponses. En effet, ils ont à 100% agrée le micro-crédit moyennant des améliorations dont :

* assurer un suivi et l'évaluation des affaires à entreprendre et entreprises (21,25%) ;

* octroyer des crédits aux conditions favorables (37,50%) ;

* procéder au renforcement des capacités des micro-entrepreneurs avant de leur allouer des crédits (38,75%)

Les conditions favorables évoquées ci-haut sont :

- augmenter le capital-crédit pour qu'il soit investi dans de bonnes affaires en vue d'assurer leur rentabilité ;
- revoir à la baisse le taux de crédit alloué aux micro-entrepreneurs ;
- revoir pour les micro entreprises, l'échéance (de 6 mois minimum et de 24 mois maximum, avec possibilité d'échelonnement, avec un délai de grâce de 3 mois) ;
- ne pas assujettir les micro-entrepreneurs qui empruntent aux garanties matérielles, (à sureté réelles) mais au besoin à autres types de garantie de groupe ;

« *Les organes de financement allouent aux pauvres de petits crédits tout en croyant que cela les aiderait à surmonter leur crise de pauvreté. Les raisons avancées sont :*

- *les pauvres n'ont pas l'expérience de gestion ;*
- *la peur de perdre des fonds*
- *les pauvres n'ont pas de garantie*
- *les pauvres vont dilapider les fonds et disparaitre ».*

Pourtant, et en critiquant ces raisons de notre part :

- *les pauvres ont une forte motivation de quitter l'état de pauvreté. Il suffit de les aider à mieux s'en sortir ;*
- *l'absence des garanties matérielles peut se compenser facilement par d'autre forme de garanties dont la caution solidaire et même par un suivi de proximité ;*
- *il n'a jamais été démontré que les pauvres sont « malhonnêtes ». Par contre, l'argent des « riches » n'est nécessairement pas propre et souvent leur origine est sujette à caution ». (Jb DIASIVI, 2014)*

Au sujet de la rentabilité des micro-entreprises créées, nous avons causé avec les 36 concernés. Les questions leur posées sont : *Pensez-vous que votre micro entreprise soit rentable ? Quelles sont les raisons du manque de rentabilité de votre micro entreprise ?*

Tab.9 : Confirmation et/ou infirmation de la rentabilité des micro-entreprises du Quartier Latin de Bukavu

Détail	Nbre	%
Très rentable	1	2,78
Rentable	5	13,89
Peu rentable	5	13,89
Pas du tout rentable	25	69,44
TOTAL	36	100

Source : Données de nos enquêtes, 2021

Ces réponses issues de la connaissance empirique de leurs affaires, sont issues des micro-entrepreneurs eux-mêmes. Il s'avère, selon leur constat que la rentabilité de leurs micro-entreprises n'est confirmée que par 6 d'entre eux, soit 16,67%. Pour le reste, soit 5 personnes (13,89%), la rentabilité est relative alors que pour les 25 autres, les micro-entreprises ne sont pas du tout rentables (69,44%).

La rentabilité est empiriquement prouvée par des raisons suivantes :

Tab.10 : Raisons de la non rentabilité des micro-entreprises

RAISONS DE NON RENTABILITES DES MICRO-ENTREPRISES	FREQUENCE	%
Capital investi peu important	31	60,78
Surtaxes de l'état par rapport aux bénéfices réalisées	3	5,88
Intérêts des COOPEC trop élevés	11	21,57
Types d'affaires non adaptées	5	9,80
Autres raisons	1	1,96
TOTAL	51	100

Source : Nos enquêtes.

Il apparait que les capitaux investis dans la création des micro-entreprises sont de piètre valeur. Cette raison est la plus plausible. De même, 21,57% évoque le taux d'intérêts usuriers exigé par les COOPEC qui sont censées leur venir en aide. Enfin, l'État n'est pas épargnée, lequel surtaxe les bénéfices éventuels sur les micro-affaires.

« *Dans l'ensemble, les micro-entreprises du Quartier Latin de Bukavu ne sont pas rentables. Les raisons de ce manque de rentabilité sont :*

- *la faiblesse des fonds investis dans les affaires par les micro-entrepreneurs ;*
- *le choix des types d'affaires fait sans tenir compte des possibilités de rentabilité et d'une possibilité de pénétrer le marché ;*
- *la conduite des affaires de façon assez rudimentaire (Efforts et techniques du Marketing assez faible, absence de toute forme de comptabilité scientifisée) ;*
- *les micro-affaires sont créées juste pour assurer la survie du ménage ; (la vision évolutives vers la PME ou la Grande entreprise n'effleure pas les micro-entrepreneurs ou mieux, sont sans ambitions) ;*
- *les micro-entrepreneurs n'ont jamais été capacités dans la conduites des affaires ; si petites soient-elles. Ainsi, se savent-ils pas calculer le Prix de revient, la rentabilité de leurs micro affaires ;*
- *absence du soutien des tiers dont le gouvernement et/ou des institutions qui pourraient les redynamiser ;*
- *conséquences d'une économie nationale plus tournée vers les « Macro-affaires » que vers celles entreprises par les gagnepetits ;*
- *absence des fonds spéciaux pour l'essor de petites affaires ;*
- *l'encadrement des ménages pour se créer des revenus est inexistant. »* (Jb DIASIVI, 2014)

DISCUSSION

Les capacités de gestion du pauvre sont méconnues. *En effet, la pauvre, malgré son état a une certaine dignité. Tant qu'il a une tête bien faite, tant qu'il a des membres pour se mouvoir, tant qu'il soit capacité ; il suffit qu'il lui soit offert un capital financier ou matériel, le pauvre éprouverait de la joie à être l'acteur de sa propre lutte contre la pauvreté. (*Notre thèse*).*

Au sujet du crédit à octroyer aux pauvres**,** S. Rutherford (2001) *a démontré la prédominance du souci majeur des ménages pauvres dont l'obtention des crédits pour se doter d'une trésorerie afin de satisfaire leurs besoins. S. Rutherford est aussi arrivé, comme nous, à la conclusion selon laquelle les pauvres préfèrent participer de leur propre chef au lacement et à la gestion de leurs intermédiaires financiers*. (Notre thèse).

R. CHARMBERS (2012), *cet auteur prône le développement du milieu rural. Selon ce dernier, développer le monde rural est d'une importance capitale du moment que parmi les causes de sous-développement, la pauvreté n'est pas de moindre si pas la base.*

De même, l'œuvre de R. CHARBERS est assez intéressante à la seule insuffisance qu'elle ne propose pas de pistes de solutions pour sortir du sous –développement et réduire la pauvreté. (Notre thèse)

Les stratégies de lutte contre la pauvreté sont nombreuses. MUHAMMAD Yunus quant à lui a choisi la voie de la Banque du village, la banque des pauvres, la banque des personnes exclues du système bancaire formel : La Grameen Bank.

La Grameen Bank est une des IMF qui fonctionnent à travers le monde. Les IMF, contrairement aux institutions bancaires formelles, allouent des micro crédits pour aider les pauvres à créer des Activités Génératrices des Revenus et partant, à réduire la pauvreté. (Notre thèse)

CONCLUSION

Le monde par le canal de l'ONU avait pris la ferme résolution de réduire la pauvreté. Cependant, depuis cette résolution, les choses ne semblent pas évoluer dans le bon sens. A Bukavu, les IMF/COOPEC qui devraient jouer le plus grand rôle pour tendre la perche aux pauvres sont en déperdition. Leur nombre ainsi que leur politique actuelle en faveur des moins nantis sont de nature à ne pas avouer leur importance. Plus d'une soixantaine en 1990, il n'en existe plus qu'une dizaine en activité pour remplir leur mission. Encore faudra-t-il considèrera que les crédits accordés aux vulnérables varient de 50$ à moins de 1000$ et cela, avec un taux d'intérêts suffoquant et une échéance moyenne d'un an.

Les micro-entreprises crées par les pauvres sont une aubaine pour eux, bien sûr, mais elles sont créées avec des fonds peu importants. Le gouvernement du pays qui devraient leur venir en œuvre ou qui devrait mettre sur pieds des politiques salutaires pour leur émancipation, s'occupe plus des aspects liés aux minerais, à l'enrichissement illicites des dirigeants.

Les micro-affaires lancées font l'objet des tracasserie fiscales et policières. En fin de compte, les pauvres demeurent dans leur état de pauvreté.

Il va de soi que l'encadrement du pauvre par le gouvernement, les institutions de micro-finance et le gouvernement de la RDC est médiocre. Bref, la stratégie pour le sortir de la misère n'est plus que lui accorder un renforcement de capacités dans la conduite des micro-affaires et la dotation des fonds bien calculés, sans oublier un suivi de proximité.

« Donnez-lui des moyens, ***tendez-lui la perche****, il s'agrippera pour sortir du gouffre qu'est la pauvreté »*.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

Arnaud Zacharie, Centre National de la Coopération au Développement (CNCD), *La Stratégie DSRP-PPTE en R.D.Congo*, Bruxelles, juillet 2003, 26 pages

SETHURMAN, CF, *« Le secteur Urbain non structuré : concept, mesure et action »*, Revu International du travail, Vol 114, cité par Belkassem AMAMOU, in *Gestion de la Micro-entreprise*, GME-100, Mai 2000. CIESA, Edmundston, Nouveau-Brunswick, Canada,

COURS, THESES

Belkassem AMAMOU, Université Mohamed 1er, Gestion de la Micro-entreprise, GME-100, Mai 2000, CIESA, Edmundston, Nouveau-Brunswick, Canada.

JB DIASIVI L. MFULAMA, *Théorie de la perche dans la création des micro-entreprises ; sauvetage ou mirage pour des ménages pauvres du quartier Latin de Bukavu, de 2007 à 2013*, Thèse de doctorat, Ngozi (Burundi), mars 2014,

RAPPORT

ONU, Rapport annuel 2010)

ONU, Rapport annuel 2011

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain, 2007/2008*, La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, Edition La Découverte, 399 pages

RDC, DSCRP (Document de Stratégie et de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté), Juillet 2006, 120 pages

WEBSITE

Encyclopédie de l'Agora, la pauvreté, http/Wikipédia revisitée 15 juin 2021 0h00

http/Wikipédia : Pauvreté, revisitée 17 juin 2021

www.radiookapi.org.Indice de gouvernance en Afrique : la RDC classée 48ème sur 54 pays africains Publié le lundi, 20/11/2017 - 14:10 | Modifié le lundi, 20/11/2017 - 14:12

www.diplomatiegouv.fr/IMG